



Communiqué de presse

Comité de la sécurité alimentaire à Rome Coordination SUD se mobilise contre les accaparements de terre

Paris, jeudi 7 octobre 2010. A l'occasion de la 36^{ème} réunion du Comité de la Sécurité alimentaire mondiale à Rome du 11 au 14 octobre 2010, les membres de la Commission Agriculture et alimentation (C2A) de Coordination SUD se mobilisent contre les accaparements de terre et demande que ces questions soient débattues sous l'égide des Nations unies, dans le respect du droit à l'alimentation.

Dans un contexte de crise alimentaire et de hausse des prix des matières premières, les terres sont l'objet de convoitises de la part des entreprises de l'agroalimentaire et de certains États. Selon la Banque mondiale, **45 millions d'hectares de terres agricoles dans les pays en développement ont fait l'objet de transactions ou de négociations impliquant des investisseurs étrangers en 2009, soit deux fois la surface agricole française.**

Ces accaparements de terre ne sont pas sans conséquence : exclusion des populations, dégradation de la sécurité alimentaire, recul de l'agriculture paysanne et familiale, mépris des droits de propriété et d'usage des terres, augmentation des prix des terres, dégradation de l'environnement, etc. « La Banque mondiale, d'habitude moins prompte à critiquer les agissements des investisseurs, reconnaît elle-même que la grande majorité des projets de location ou d'achats de terres se fait au détriment des droits élémentaires des paysannes et paysans, en particulier de leur droit à l'alimentation » note Antoine Bouhey, chargé de mission souveraineté alimentaire chez Peuples Solidaires et membre de la C2A.

Le 13 octobre, une réunion intergouvernementale du Comité de la sécurité alimentaire se tiendra à Rome pour étudier les initiatives internationales visant à contrôler les risques liés aux accaparements de terre. « La commission Agriculture et alimentation de Coordination SUD considère que les populations locales doivent être les acteurs principaux de toute décision liée à l'exploitation de leurs terres et demande que les initiatives liées à cette question soient débattues sous l'égide des Nations unies, qui fait du droit à l'alimentation une priorité », demande Damien Lagandré du Gret, chef de file de la C2A de Coordination SUD.

Quelques jours avant le début de la réunion de Rome, la C2A publie le rapport « [Agricultures familiales et sociétés civiles face aux investissements dans les terres dans les pays du Sud](#) » sur les mobilisations des populations visées par les accaparements de terres. Basé sur six études de cas au Bénin, en Chine, au Guatemala, en Inde, à Madagascar et au Pérou, le rapport identifie les moyens qu'ont trouvé les mouvements sociaux pour s'opposer à des accaparements de terres, et pointe les risques que comportent ces investissements massifs sur les terres vis-à-vis des populations locales et de la souveraineté des pays récepteurs.

Contact presse

Marie Bessières, bessieres@coordinationsud.org, 01 44 72 87 14

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui plus de 130 ONG, dont une centaine via six collectifs (CLONG-Volontariat, CNAJEP, Coordination d'Agen, CRID, FORIM, Groupe Initiatives) qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.